

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Séché éco-industries

Route d'Abidos
Lieu-dit l'Usine
64170 Lacq

Références : -
Code AIOT : 0005208375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement Séché éco-industries implanté Route d'Abidos Lieu-dit l'Usine 64170 Lacq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12/12/2024, l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection sur la plateforme de transit et de traitement de terres exploitée par la société Séché Eco-Industries à la suite de signalements d'odeurs fait par des riverains de l'installation. Les émanations odorantes étaient associées à des lots de terres bien identifiés. Le rapport d'inspection transmis à l'exploitant le 09/01/2025 suite à cette visite stipule que l'inspection des installations classées doit être informée par l'exploitant, avant toute nouvelle manipulation de ces terres, des mesures qui seront mises en place pour prévenir toute nouvelle nuisance olfactive.

Le 29/01/2025, l'inspection des installations classées a pris connaissance via le site internet Universlacq que le traitement des terres odorantes allait reprendre le 30/01/2025.

À défaut d'avoir été informée par l'exploitant, l'inspection s'est rendue sur site le 03/02/2025 de façon inopinée pour vérifier si la reprise du traitement des terres odorantes générait des odeurs perceptibles à l'extérieur de la plateforme et pour contrôler les mesures mises en place par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Séché éco-industries
- Route d'Abidos Lieu-dit l'Usine 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005208375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Séché Eco-Industries exploite depuis 2015, sur la commune de Lacq-Audejos, une plateforme dédiée au transit et au traitement de terres polluées. Cette installation a été autorisée le 15/05/2009 par arrêté préfectoral délivré initialement à la société Valgo. C'est en fait la société Triadis Services, filiale du groupe Séché Environnement, qui a mis en exploitation le site avant la reprise des activités par Séché Eco-Industries.

Suite aux modifications apportées par Triadis Services, les prescriptions de l'arrêté du 15/05/2009 ont été modifiées par l'arrêté préfectoral du 09/11/2012. Cet arrêté a été complété par la suite, notamment par les arrêtés du 04/06/2014, du 29/10/2014, du 25/03/2016 et du 08/08/2019.

Suite à une demande de modifications substantielles, un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré à la société Séché Eco-Industries le 29/10/2021 (AP n°8375/2021/55). Cet arrêté autorise en particulier l'extension du site et le traitement thermique des terres polluées.

Le site est classé Seveso seuil haut au titre des rubriques 2718, 2770 et 2790. Le site relève également de la directive IED, la rubrique 3510 étant la rubrique principale.

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 3.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	7 jours
2	Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 3.1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des terres et des matériaux	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 8.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, les manipulations de terres odorantes venaient juste de reprendre et consistaient à déplacer des terres de la zone de stockage vers la zone de mise en andin pour un traitement biologique. Les odeurs d'hydrocarbures dégagées par ces terres n'ont été ressenties qu'au niveau des zones de chargement et de déchargement des terres. Il n'a pas été constaté d'odeurs à l'extérieur du site pouvant être attribuées à ces premiers mouvements de terres. Par ailleurs, l'inspection a pu constater la mise en service du système de neutralisant d'odeurs qui est une des mesures prévues par l'exploitant pour prévenir toute nouvelle nuisance olfactive.

Il est demandé à l'exploitant de rendre compte hebdomadairement à l'inspection des installations classées des opérations réalisées dans le cadre de la gestion des terres odorantes provenant du chantier de la Saligue, qu'il signale sans délai toute nouvelle plainte de voisinage et qu'il précise, en cas de plainte, les actions correctives réalisées ou prévues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique... [...]</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection réalisée le 12/12/2024, l'exploitant avait précisé que les plaintes du voisinage étaient survenues au cours des premières opérations de criblage réalisées entre mai et juillet 2024</p>

des terres provenant d'un chantier de dépollution réalisé dans une zone de la Saligue, à proximité de la plate-forme de Lacq.

Malgré un capotage du crible associé à un dispositif de traitement d'air, les opérations de criblage qui avaient repris entre fin septembre et début novembre 2024 ont dû être de nouveau arrêtées suite à de nouvelles plaintes.

L'exploitant s'était engagé à ne plus cribler ces terres et à mettre en œuvre des mesures complémentaires (mise en œuvre de masquants d'odeurs et réalisation de rondes notamment) lors des prochains mouvements de terre à réaliser dans le cadre de leur gestion.

Aussi, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, avant toute nouvelle manipulation de ces terres, de lui transmettre les mesures prévues d'être mises en place pour prévenir toute nouvelle nuisance olfactive.

Les opérations liées au traitement des terres odorantes n'ont pas pu reprendre le 30/01/2025 suite aux conditions météorologiques. Les manipulations de terres provenant du chantier de la Saligue venaient juste de reprendre au moment de la visite et consistaient à déplacer des terres aptes au traitement biologique provenant du stockage « Saligue ISDD » vers la zone de mise en andin. Les odeurs d'hydrocarbures dégagées par ces terres n'ont été ressenties qu'au niveau des zones de chargement et de déchargement des terres. Il n'a pas été constaté d'odeurs à l'extérieur du site pouvant être attribuées à ces premiers mouvements de terres.

Les terres déplacées sur la zone de traitement sont des terres en partie criblées en 2024. L'exploitant confirme qu'il ne prévoit pas de criblage des terres odorantes avant la mise en andin et que les opérations de criblage ne pourront être envisagées qu'après plusieurs jours de traitement biologique.

Selon l'exploitant, les mouvements de terre odorantes sur le site seront réalisés en plusieurs phases, sur une période pouvant durer deux mois selon les conditions météorologiques.

Pour ce qui concerne les mesures complémentaires mises en œuvre, l'inspection a constaté qu'une ronde a été réalisée autour du site dès les premiers mouvements de terre odorantes et a constaté la mise en service d'un des trois modules de neutralisant d'odeurs.

Enfin, concernant le défaut d'information de l'Inspection préalablement à la reprise de la gestion des terres odorantes, l'exploitant indique ne pas avoir encore lu le rapport d'inspection réalisée le 12/12/2024 qu'il a reçu le 10/01/2025. Aussi, il a été rappelé à l'exploitant, qu'à défaut de réaliser les actions correctives et/ou de fournir les justificatifs demandés dans les rapports de l'inspection dans les délais impartis, il peut s'exposer à des suites administratives, voire pénales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rend compte hebdomadairement à l'inspection des installations classées des opérations réalisées dans le cadre de la gestion des terres odorantes provenant du chantier de la Saligue. Il signale sans délai, toute nouvelle plainte de voisinage et rend compte des actions correctives réalisées ou prévues en cas de plainte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Les matériaux entreposés sur le site et les biopiles constituant le traitement biologique des terres sont bâchés. Le traitement thermique est réalisé sous couverture étanche (béton...).</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection réalisée le 12/12/2024, les terres issues du chantier de la Saligue étaient bâchées contrairement à d'autres lots de terres. L'exploitant avait indiqué que le bâchage des terres posait des difficultés en termes de sécurité au poste de travail et qu'il procédait au bâchage principalement pour les terres odorantes.</p> <p>Au jour de la visite, les terres issues du chantier de la Saligue étaient toujours bâchées hormis les terres du stockage « Saligue ISDD » en cours de transfert vers la zone de traitement. Cependant, l'inspection a constaté que d'autres terres odorantes (lot « Serpol cana Geopetrol ») n'étaient pas bâchées. Le bâchage de ces terres a été réalisé à l'issue de la visite.</p> <p>Pour ce qui concerne les autres lots de terre, il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit fournir les éléments de justification associés à la difficulté à mettre en place le bâchage des matériaux et de proposer, le cas échéant, les mesures compensatoires qui pourraient être mises en place cf. rapport d'inspection qui lui a été transmis le 09/01/2025.</p> <p>Les biopiles ont été bâchées à l'issue des mouvements de terres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Gestion des terres et des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des terres
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Chaque lot est identifié physiquement sur le site et sur un plan. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection réalisée le 12/12/2024, il avait été constaté que les lots présents sur le site n'étaient pas systématiquement identifiés.</p> <p>Au jour de la visite, le panneautage identifiant les différents lots était présent sauf pour ce qui concerne les terres odorantes (lots de terres « Saligue » et « Serpol cana Geopetrol »). Les panneaux d'identification ont été redisposés sur ces lots à l'issue de la visite.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs présenté le plan identifiant les différents lots de terre présents sur le site. Les lots de terre du stockage « Saligue ISDD » ne répondant pas aux critères d'acceptation pour le traitement biologique fixés à l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2021 ont été marqués physiquement à la demande de l'inspection pour éviter leur transfert vers la zone de mise en andin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>